

Doha, 18 février 2009

Déclaration de soutien du Docteur Cobus de Swardt, Directeur Général de Transparency International

Transparency International, l'organisation globale de la société civile qui mène le combat contre la corruption, soutient l'approche multi partenariale de l'ITIE, aspire à son expansion géographique et au succès de sa mise en œuvre.

L'Initiative de Transparence des Industries Extractives a rassemblé des individus qui ne s'étaient jamais parlé auparavant, ni n'avaient traité ensemble des sujets de transparence. Gouvernements, entreprises, investisseurs, organisations de la société civile, sont désormais autour de la table, et pas seulement à Doha mais aussi dans 25 pays candidats sur trois continents.

Le travail de l'ITIE dépend de nombreux acteurs – gouvernements, entreprises et société civile. On ne saurait tenir une seule entité pour responsable des problèmes de transparence dans les industries extractives. Ni les entreprises ni les gouvernements ne peuvent porter la responsabilité exclusive des difficultés résultant de transactions complexes sur des ressources de grande valeur. En plus d'une responsabilité globale, chaque acteur a sa propre responsabilité. Les gouvernements des pays producteurs doivent publier leurs revenus en provenance des industries extractives. Les entreprises doivent publier suffisamment d'informations financières et techniques pays par pays. Lorsque les sociétés et les gouvernements travaillent ensemble pour la publication d'informations, ils partagent leur pouvoir avec la société civile.

Cette responsabilité tripartite est reflétée par une égalité de droits de vote au conseil de l'ITIE, telle qu'elle vient d'être décidée lundi. Elle doit se refléter tout autant au niveau de chaque pays, ce qui n'est pas toujours le cas. Nous devons bien comprendre que l'ITIE ne se réduit pas à une négociation contractuelle, où seuls des dirigeants officiels et des cadres d'entreprises seraient autour de la table. La spécificité de l'ITIE réside dans le travail d'une société civile pourvue de droits suffisants et d'une protection convenable pour ses militants. Seule la société civile peut demander des comptes aux dirigeants politiques, ce qui accélère alors le processus de l'ITIE et produit la transparence des revenus. Il est clair que la société civile ne doit pas être un élément supplétif, mais un partenaire à part entière.

Ce pour quoi nous nous battons, ce n'est pas la transparence pour la transparence, mais la transparence pour rendre le pouvoir à la société civile et susciter un changement dans la vie des populations. Pourquoi cela? Parce que la population a le droit et le besoin de savoir comment sa richesse souterraine est utilisée, exactement comme les actionnaires d'une entreprise ont le droit

de savoir comment leur argent est utilisé. Si les citoyens ne disposent pas de cette information toute simple, ils ne peuvent demander de comptes à leurs dirigeants politiques. Ils ne peuvent en demander aux hommes publics qui ont la charge de cette ressource d'une valeur inestimable. En demandant des comptes à ces dirigeants, nous permettons le fonctionnement d'un processus politique, et nous brisons ce monopole de quelques-uns qui explique en grande partie la malédiction de la ressource.

L'ITIE doit être présente dans toutes les régions productrices les plus importantes du monde. Des progrès significatifs ont été réalisés en Asie Centrale et en Afrique, et les gouvernements concernés doivent en être félicités, mais il reste bien plus à faire au Moyen-Orient, en Amérique Latine et dans les pays de l'OCDE. La mise en œuvre de l'ITIE par les pays de l'OCDE est d'une importance particulière pour le succès durable de l'ITIE, et aucun pays ne devrait s'en exempter. Nous nous réjouissons de la candidature norvégienne et lançons un appel pressant aux autres pays riches en ressources souterraines dans l'OCDE, pour qu'ils envisagent sérieusement de suivre cet exemple.

Les organisations de la société civile ont un rôle crucial. C'est évident au niveau de chaque pays, car sans ces organisations, aucune mise en œuvre sérieuse ne peut être envisagée. C'est vrai aussi des ONG internationales, ou des coalitions, comme Publiez Ce Que Vous Payez, Revenue Watch Institute, Secours Catholique, Oxfam, ou Transparency International, qui est à la fois globale et locale. Pour ce qui nous concerne, nos efforts complètent ceux de l'ITIE et nous allons poursuivre notre travail sur les pays producteurs dans des coalitions ou des partenariats comme celui avec Revenue Watch Institute, ainsi que sur les entreprises qui seront revues avec une méthode renouvelée dans la prochaine édition de notre rapport sur la transparence des revenus du pétrole et du gaz. Avec l'élection de notre candidat Eduardo Bohorquez au conseil de l'ITIE, notre voix et notre contribution à ce mouvement multi partenarial, ainsi que la voix et la contribution de la société civile, ont gagné en importance.

L'ITIE doit réussir. Les deux prochaines années seront décisives, et l'ITIE peut compter sur le soutien entier de Transparency International. Tous ensemble, gouvernements, entreprises et organisations de la société civile, à travers une gestion transparente des ressources, nous pouvons mettre fin à l'un des paradoxes les plus tragiques de notre temps: "pays riches, peuples pauvres".